



Assemblée générale

Distr. générale
6 août 2021
Français
Original : anglais/français

Soixante-seizième session

Point 102 e) de l'ordre du jour provisoire*

Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Au cours de la période considérée, le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale a tenu ses cinquantième et cinquante-et-unième réunions, à Malabo, du 2 au 4 décembre 2020, et à Bujumbura (Burundi), du 24 au 28 mai 2021. En sa qualité de secrétariat du Comité, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) a apporté son concours à l'organisation de ces réunions. En raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la cinquantième réunion du Comité s'est tenue dans un format hybride, le Bureau et le secrétariat étant présents à Malabo et les autres participants y prenant part en ligne. La visite que le Bureau devait effectuer en République centrafricaine, initialement prévue en mars 2020, a eu lieu en avril 2021.

Les deux réunions ont été pour les États membres l'occasion de passer en revue les principaux faits nouveaux survenus dans la sous-région en matière de paix et de sécurité, de débattre des mesures à prendre pour relever les défis actuels et de déterminer les nouvelles menaces pesant sur la paix et la stabilité dans la région. Le Comité a formulé des recommandations sur les moyens de relever ces défis.

Le Comité a salué l'aboutissement de la réforme institutionnelle de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Les États membres ont demandé aux organisations internationales et régionales d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest de renforcer leur coopération, notamment dans le cadre de la Déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, adoptée au premier sommet conjoint des chefs d'État ou de gouvernement de la CEEAC et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est tenu en juillet 2018.

* A/76/150.



À la cinquantième réunion, des experts ont tenu un débat thématique sur la lutte contre la COVID-19 et les effets de la pandémie sur la paix et la sécurité en Afrique centrale. Le Comité a adopté une déclaration ministérielle dans laquelle il appelle les États membres et les partenaires internationaux à aider la Commission de la CEEAC à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre la COVID-19 en Afrique centrale. Il a également adopté une déclaration ministérielle sur les élections démocratiques et pacifiques comme moyen de renforcer la stabilité et d'atteindre les objectifs de développement durable en Afrique centrale. À la cinquante-et-unième réunion, des experts ont tenu un débat thématique sur la gestion des élections en Afrique centrale. Le Comité a recommandé aux États membres de prendre, avec l'appui de la CEEAC et du BRENUAC, toutes les mesures nécessaires pour élaborer un protocole sous-régional sur la gestion des élections en Afrique centrale, conformément à la déclaration sur les élections démocratiques et pacifiques adoptée à Malabo.

Le Comité demeure préoccupé par la persistance des agissements des groupes armés illégaux dans plusieurs pays de la sous-région, notamment le recours au trafic des ressources naturelles pour le financement de ces groupes et les liens présumés entre certains d'entre eux et des réseaux terroristes internationaux.

Le Comité a réaffirmé sa volonté de contribuer à la maîtrise des armements dans la sous-région, notamment par l'application de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage (Convention de Kinshasa), à laquelle huit de ses membres sont parties.

Le Comité a rappelé la contribution décisive des femmes à la paix et à la sécurité, et a réaffirmé sa volonté de promouvoir une plus grande participation des femmes à la vie politique et aux processus de paix, notamment par l'adoption et l'exécution des plans d'action nationaux en application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité.

La cinquante-deuxième réunion du Comité se tiendra à Libreville en 2021.

I. Introduction

1. Dans sa résolution [75/79](#) intitulée « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale », l'Assemblée générale a salué et encouragé les initiatives des États membres du Comité consultatif permanent visant à développer des collaborations et synergies avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, en particulier la Commission de défense et de sécurité, y compris au moyen de réunions à huis clos, en vue de favoriser la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale adoptée par le Comité ; elle a invité le Comité et la CEEAC à entamer des discussions sur les incidences que la réforme institutionnelle de cette dernière aura sur leurs relations.
2. Dans la même résolution, l'Assemblée a exprimé sa satisfaction au Secrétaire général pour le soutien qu'il a apporté au Comité, salué le rôle joué par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), en sa qualité de secrétariat du Comité, s'est félicité des conclusions de l'examen stratégique du Bureau et vivement encouragé les États membres du Comité et les partenaires internationaux à appuyer les travaux du BRENUAC. Elle a prié le Secrétaire-général de continuer à fournir l'assistance nécessaire au succès des réunions ordinaires du Comité. Elle a également demandé au Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-seizième session un rapport sur l'application de la résolution [75/79](#).
3. Le présent rapport fait suite à cette demande et porte sur les activités réalisées par le Comité de septembre 2020 à août 2021.

II. Activités du Comité

4. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu deux réunions. La cinquantième réunion ministérielle du Comité s'est tenue du 2 au 4 décembre 2020, dans un format hybride, le Bureau et le secrétariat étant présents à Malabo et les autres participants y prenant part en ligne, et la cinquante-et-unième s'est tenue du 24 au 28 mai 2021, en présentiel, à Bujumbura (Burundi). Tous les États membres du Comité, à savoir l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad, étaient représentés aux réunions.
5. Des représentants des entités suivantes ont également participé en qualité d'observateurs aux cinquantième et cinquante-et-unième réunions : CEEAC ; Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale ; Commission du bassin du lac Tchad ; Force multinationale mixte ; Centre interrégional de coordination pour la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée ; Commission du golfe de Guinée ; Organisation internationale de la Francophonie.
6. Des représentants des entités des Nations Unies suivantes ont également participé en qualité d'observateurs aux cinquantième et cinquante-et-unième réunions : Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique ; Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale ; Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ; Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ; Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine ; Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ; Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs ; Entité des Nations

Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ; Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; bureaux des coordinatrices résidentes pour la Guinée équatoriale et pour le Burundi.

7. Du 25 au 30 avril 2021, le Bureau du Comité a effectué une mission sur le terrain en République centrafricaine, afin de rendre compte au Comité de l'application de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, notamment dans les domaines où il faut renforcer les campagnes de mobilisation pour la coopération et la solidarité régionales et internationales. Le Bureau a informé le Comité des possibilités et des difficultés dans la mise en œuvre du programme de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réintégration, et des efforts déployés pour établir des mesures de sécurité provisoires prévues dans l'Accord politique en vue de renforcer la confiance entre les signataires.

A. Examen de la situation géopolitique et des conditions de sécurité en Afrique centrale

8. Le Comité a continué à servir de plateforme au dialogue sous-régional, permettant ainsi aux États membres de mettre en commun leurs expériences et de recenser les domaines d'activité clefs aux fins d'une action collective. À l'appui de ces débats, la Commission de la CEEAC a présenté au Comité un examen de la situation géopolitique et des conditions de sécurité en Afrique centrale.

9. Depuis le dernier examen effectué par le Comité, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des répercussions considérables dans tous ses États membres, sur les plans politique et socioéconomique, et sur les conditions de sécurité. Le Comité a trouvé encourageants la résilience de la plupart des États membres face à la pandémie et les signes positifs, bien que fragiles, de reprise économique après la récession connue en 2020 en raison des crises économique et sanitaire. Cependant, dans certains pays, les efforts déployés pour atténuer les conséquences d'un ralentissement de l'activité économique déjà grave, rendu pire par le coût de la gestion de la pandémie, ont entraîné une augmentation de la dette publique.

10. Au cours de la période considérée, la région a franchi une étape importante en concluant la réforme institutionnelle de la CEEAC et en installant la Commission en septembre 2020, ce qui a permis d'avoir une architecture de paix et de sécurité plus robuste et plus cohérente en Afrique centrale. Le Comité a également pris acte de la tenue d'élections au Cameroun, en République centrafricaine, au Congo, au Tchad et au Gabon ; de la formation d'un nouveau gouvernement en République démocratique du Congo à la suite de consultations nationales ; de l'installation des autorités de transition au Tchad, en dehors du cadre constitutionnel, au lendemain du décès du Président Idriss Déby Itno ; ainsi que des consultations nationales en vue d'un dialogue national en République centrafricaine.

11. Le Comité a également salué les efforts déployés par les organisations sous-régionales, notamment la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la CEEAC, pour faire progresser les initiatives visant à instaurer la paix et la stabilité en République centrafricaine, parmi lesquels on peut citer deux sommets de la CIRGL tenus à Luanda, les 29 janvier et 20 avril 2021, et un sommet extraordinaire de la CEEAC tenu à Brazzaville, le 26 décembre 2020.

12. Le Comité s'est dit préoccupé par la persistance, ou l'avènement, de situations qui constituent une menace pour la stabilité de la région, notamment la reprise des cycles de violence armée en République centrafricaine, le terrorisme et l'extrémisme violent qui s'étendent au-delà de la sous-région de l'Afrique centrale, les problèmes

persistants dans les domaines de la maîtrise des armes légères et de petit calibre, la criminalité et le trafic transnationaux, l'exploitation illégale des ressources naturelles, la piraterie dans le golfe de Guinée et la résurgence des mercenaires en Afrique centrale.

13. À sa cinquante-et-unième réunion ministérielle, le Comité a été informé de la situation au Tchad, en République centrafricaine et en Guinée équatoriale. La délégation tchadienne a informé le Comité des dispositions transitoires mises en place à la suite du décès du Président Itno et de l'engagement du pays à conduire une transition pacifique et démocratique. La République centrafricaine a informé le Comité de la tenue des élections présidentielle et législatives, malgré des conditions de sécurité dégradées, et a remercié les acteurs régionaux et internationaux de leur soutien au processus de paix dans le pays. La Guinée équatoriale a remercié les pays de la région de la solidarité dont ils ont fait preuve à la suite des explosions survenues dans un camp militaire à Bata, le 7 mars 2021.

14. Le Comité a noté que, dans l'ensemble, les pays d'Afrique centrale restaient attachés à la tenue des processus électoraux selon les calendriers préétablis et les cadres de gouvernance démocratique, fondés sur un consensus politique et conformément aux constitutions nationales. Le Comité a également noté que malgré une gestion encourageante de la pandémie de COVID-19, les pays de la sous-région maintenaient des mesures restrictives qui portaient atteinte aux droits fondamentaux des citoyens, affectant de manière disproportionnée les femmes.

15. Le Comité a pris acte de la situation humanitaire en Afrique centrale, qui reste marquée par l'insécurité et les conflits armés au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Tchad, une situation aggravée par la COVID-19 et les effets négatifs des changements climatiques. Cette situation a provoqué de nouveaux déplacements de civils, tout en entraînant de nouvelles violations du droit international des droits humains et du droit international humanitaire.

B. Désarmement et maîtrise des armements

Convention de Kinshasa et Traité sur le commerce des armes

16. La Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage (Convention de Kinshasa) a été ratifiée par 8 des 11 États membres du Comité. La République démocratique du Congo n'a pas encore déposé son instrument de ratification, qu'elle a signé et ratifié. Le Burundi et le Rwanda ont signé mais n'ont pas ratifié la Convention.

17. La Commission de la CEEAC a poursuivi ses efforts en vue de la mise en œuvre de la Convention de Kinshasa en apportant son concours aux États membres dans la création de leurs commissions nationales de contrôle des armes légères et de petit calibre.

18. À ce jour, cinq États membres de la CEEAC ont intégralement mis en place leurs Commissions nationales (Angola, Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda). Trois États ont pris des mesures juridiques soit pour créer des points focaux nationaux en attendant leur transformation en commissions nationales (Congo et Tchad), soit pour autoriser la création de ces commissions (Guinée équatoriale). Deux États ont lancé le processus, mais n'ont pas encore pris de mesures juridiques (Cameroun, Gabon).

19. Le Gabon a sollicité l'assistance technique de la Commission de la CEEAC pour mettre en place sa commission nationale de maîtrise des armes légères ; le pays a conjointement mené des travaux avec la CEEAC dans ce sens. Quant à la Guinée équatoriale, elle a entériné un décret présidentiel portant création d'une commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre. Sao Tomé-et-Principe a mis en place une commission provisoire, qui devrait aboutir à la création d'une commission nationale contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

20. Dans le cadre de la mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes, la Commission de la CEEAC a informé le Comité que parmi les neuf pays signataires qui sont membres de la CEEAC, quatre pays ont ratifié le traité (Cameroun, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et Tchad). La mise en œuvre de la Convention de Kinshasa et du Traité sur le commerce des armes en Afrique centrale devrait contribuer à la lutte contre le commerce illicite et la prolifération des armes légères et de petit calibre, et renforcer la sécurité humaine dans la région.

Activités récentes du Bureau des affaires de désarmement

21. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a informé le Comité de ses activités à l'appui des initiatives du Bureau des affaires de désarmement. Pour donner suite à une demande d'assistance de la part des autorités équato-guinéennes, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a effectué une mission dans le cadre du mécanisme d'intervention rapide SaferGuard, au lendemain des explosions survenues en mars 2021 dans un camp militaire à Bata. Le mécanisme apporte aux États intéressés une assistance dans la gestion des munitions, conformément aux Directives techniques internationales sur les munitions. L'équipe de la mission s'est rendue sur le site de l'explosion et a aidé le Gouvernement à trouver la cause de l'accident, à déterminer les éléments pouvant en provoquer d'autres, à réduire les risques de nouvelles explosions, à connaître les effets possibles sur l'environnement et à limiter ces effets. Lors de la réunion d'information, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a noté qu'il était important que les États d'Afrique centrale améliorent leurs systèmes de gestion des stocks d'armes afin d'éviter que de tels faits se reproduisent dans la région.

22. Le Centre régional a en outre informé le Comité d'un nouveau fonds pour les armes légères et de petit calibre, le fonds appelé « Entité "Sauver des vies" », un mécanisme de financement de l'ONU destiné à aider les États membres à lutter contre la violence armée et le trafic d'armes légères et de petit calibre dans le cadre d'une approche globale de sécurité et de développement durables dans une perspective de sécurité humaine. Le Centre régional a fait partie de la délégation d'une mission de cadrage effectuée au Cameroun pour le fonds, dont l'objectif était d'évaluer le contexte lié aux armes légères et de petit calibre dans le pays, le but étant de déterminer les domaines dans lesquels l'équipe de pays et les parties prenantes nationales peuvent contribuer aux efforts du Gouvernement visant à régler le problème du trafic d'armes légères. La mission s'est entretenue avec des responsables des services de l'État, des organisations de la société civile et l'équipe de pays.

23. Le Centre régional a également informé le Comité de la mise en œuvre d'un projet sur la maîtrise des armes légères et le genre, dont bénéficient actuellement trois États membres de la CEEAC, notamment le Cameroun, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. La réunion d'information a également porté sur les partenariats visant à renforcer la coordination avec la CEEAC, le BRENAC, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté de

développement de l'Afrique australe, la Communauté d'Afrique de l'Est et la Commission africaine de l'énergie nucléaire.

24. Le Centre régional a informé les participants que le Bureau des affaires de désarmement, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, a lancé un projet visant à aider les États membres de l'Union africaine à appliquer la célébration du Mois de l'amnistie en Afrique dans le cadre de la campagne phare de l'Union africaine intitulée « Faire taire les armes d'ici 2030 ». Le projet a aidé sept États africains, dont le Cameroun, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, à adopter des lois permettant aux citoyens de remettre volontairement les armes légères détenues illégalement et leurs munitions, et à sensibiliser les populations locales aux effets négatifs de la prolifération illicite des armes légères.

25. Le Bureau des affaires de désarmement a également fourni une assistance financière et technique grâce au Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements dans la sous-région. Ce Mécanisme apporte son concours à des projets à effet rapide, lancés pour une courte durée et axés sur les armes légères, en partenariat avec des organisations locales de la société civile, et a financé 20 projets en Afrique centrale depuis sa création en 2013. Un atelier régional sur la collecte de données relatives à la cible 16.4 des objectifs de développement durable sur une nette réduction du trafic d'armes s'est tenu du 29 juin au 1^{er} juillet à Yaoundé, avec la participation de neuf États membres de la CEEAC.

C. Violence armée et terrorisme en Afrique centrale

Stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale

26. Le Comité a entendu un exposé de la Commission de la CEEAC sur la stratégie régionale de prévention du terrorisme et de lutte contre ce fléau. La stratégie a été adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC lors de sa dix-huitième session ordinaire qui s'est tenue à Libreville le 27 novembre 2020. La stratégie a pour but de combattre le terrorisme en mettant en commun toutes les initiatives de la région, tout en continuant sur la même voie que le cadre de lutte contre le terrorisme établi par l'ONU et l'Union africaine.

27. Dans le cadre de son plan d'action prioritaire pour 2021, la CEEAC présentera un rapport sur la menace terroriste en Afrique centrale, organisera un atelier régional sur la promotion de la stratégie et une rencontre régionale pour l'élaboration et l'adoption d'un plan quinquennal de mise en œuvre de la stratégie.

28. La mise en œuvre de la stratégie régionale se fera à trois niveaux. Au niveau sous-régional, la CEEAC mettra en place une unité chargée de la mise en œuvre, un comité permanent de coopération entre la police et la justice en Afrique centrale et un centre régional d'étude et de coordination de la lutte contre le terrorisme en Afrique centrale. Au niveau bilatéral, les États membres sont invités à nouer des partenariats de coopération bilatérale et, au niveau national, ils sont invités à établir une coopération intégrée et un cadre institutionnel visant à résoudre les problèmes de terrorisme.

Boko Haram

29. Le secrétariat de la Commission du bassin du lac Tchad a présenté un exposé au Comité sur l'application de la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram, adoptée en août 2018 et approuvée par le Conseil de paix et de sécurité de

l'Union africaine en décembre 2018. Des plans d'action territoriaux sont en cours d'élaboration dans les huit territoires concernés par la stratégie régionale. Les plans d'action territoriaux prennent en compte une intervention civilo-militaire et la mise en place de facilitateurs régionaux et transnationaux.

30. La Force multinationale mixte a informé le Comité des progrès réalisés dans la lutte contre les différentes factions de Boko Haram. Elle décrit la situation dans sa zone d'opérations comme étant relativement calme et sous contrôle malgré des attaques terroristes imprévisibles contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité en poste dans la région. Selon les informations qu'elle a fournies, les nouvelles dynamiques d'intervention qu'elle et les forces armées des pays fournisseurs de contingents ont adoptées ont affaibli les mouvements terroristes, les réduisant à de petits groupes retranchés dans les îles du lac Tchad et les enclaves des monts Mandara. La Force multinationale a également noté que ces dynamiques ont contribué à la neutralisation des principaux chefs des groupes, à la destruction de leurs bases, à la saisie de leurs armes, au démantèlement de leurs réseaux logistiques et financiers et à l'affaiblissement de l'attraction de leur idéologie.

31. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a informé le Comité de la mission qu'il a conjointement menée avec le BRENUAC dans le bassin du lac Tchad (Cameroun, Tchad, Niger et Nigéria) entre février et avril 2021, afin d'évaluer les dynamiques liées aux factions de Boko Haram dans la région.

D. Braconnage, recours aux mercenaires et criminalité transnationale organisée

32. Le Comité a désigné la criminalité transnationale et la résurgence des mercenaires en Afrique centrale comme étant des obstacles à la paix et à la stabilité dans la région. Cette situation a aggravé les problèmes de sécurité avec lesquels la région était déjà aux prises, notamment la circulation illicite des armes légères et de petit calibre.

33. Dans son rapport faisant suite à la visite sur le terrain effectuée en République centrafricaine, le Bureau du Comité a souligné que les frontières poreuses du pays, combinées à la mauvaise gestion des zones frontalières, risquent de compromettre la pérennité du programme de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réintégration dans le pays. Compte tenu de l'insécurité dans les zones frontalières, le Bureau a recommandé de renforcer la coopération avec les pays voisins et la gestion de la sécurité des frontières.

34. Le Bureau a également estimé que les commissions bilatérales mixtes entre la République centrafricaine et les pays voisins devraient être redynamisées, qu'en plus des trois qui existent (Cameroun, Congo, Tchad), des commissions bilatérales devraient également être créées avec le Soudan et la République démocratique du Congo, et que les décisions prises dans le cadre de ces commissions mixtes devraient être appliquées.

35. Le Comité a noté que la mise en œuvre de l'accord de coopération sur la sécurité des frontières conclu entre les Gouvernements équato-guinéen et camerounais se déroulait bien. Une commission mixte entre l'Angola et le Congo sur les questions de frontière maritime s'est réunie le 13 mai 2021 à Pointe-Noire, au Congo, pour discuter de la délimitation de la frontière maritime entre les deux pays.

E. Sécurité maritime dans le golfe de Guinée

36. Le Comité a entendu un exposé du Centre interrégional de coordination pour la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée sur la situation en matière de sûreté maritime dans le golfe de Guinée. Le Centre a constaté une détérioration des conditions de sécurité dans le domaine maritime de l'Afrique centrale au cours du premier trimestre de 2021. Les atteintes à la sécurité ont été principalement enregistrées dans la zone de développement mixte entre Sao Tomé-et-Principe et le Nigéria.

37. Conjointement avec le Nigéria, le Centre a mis en place un cadre de collaboration maritime, une initiative visant à renforcer l'appréciation de la situation maritime et la mise en commun des renseignements, qui réunira des représentants des centres de coordination maritime nationaux et multinationaux concernés, les marines des États d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale du golfe de Guinée, ainsi que les marines internationales déployant des navires dans le golfe de Guinée et les compagnies maritimes. Le Centre a noté l'importance de veiller à ce que les États membres de l'Union européenne assurent une coordination étroite avec le Centre lorsqu'ils déploient des navires dans le golfe de Guinée dans le cadre du concept de présences maritimes coordonnées de l'Union.

38. Le Comité a pris note du statu quo dans la mise en service des zones maritimes depuis sa cinquantième réunion et des contraintes budgétaires éprouvées par le Centre et qui entravent son fonctionnement et l'exécution de ses activités. Le Centre a recommandé d'activer les zones maritimes exceptionnelles, d'aider à conserver la plateforme de mise en commun des renseignements appelée YARIS et de tenir la réunion de haut niveau entre la CEEAC, la CEDEAO et la Commission du golfe de Guinée. Le Centre a également invité la Commission de la CEEAC à verser régulièrement sa contribution au budget du Centre.

39. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a fait le point de la situation et donné un aperçu de ses activités d'appui à la CEEAC et à ses États membres dans le domaine de la sûreté maritime. L'ONUDC a invité les États membres du Comité à renforcer leurs structures de coordination nationales et à harmoniser leurs cadres juridiques, notant qu'un seul pays d'Afrique centrale disposait d'un cadre juridique complet pour lutter contre la piraterie.

40. Le Comité a pris note des informations communiquées par la délégation de la Guinée équatoriale relatives au Forum régional sur la piraterie maritime en Afrique centrale, une initiative qui avait été annoncée lors de sa cinquantième réunion. Le Comité a réaffirmé l'importance du Forum et a souligné la nécessité de l'organiser lorsque les conditions le permettront. Il a rappelé que le projet devrait être mis en œuvre avec le concours de l'ONU, de l'Union africaine et des organisations régionales concernées, notamment la CEEAC, le Centre interrégional de coordination et l'école navale à vocation régionale de Tica, près de Bata, la deuxième ville de Guinée équatoriale.

F. Mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité en Afrique centrale

41. La Commission de la CEEAC a informé le Comité de l'état d'application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité en Afrique centrale et a fait le point sur les progrès et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans la sous-région, en prenant en compte le cours des événements et les défis naissants dans le contexte de la COVID-19.

42. Le Comité a noté que des progrès avaient été réalisés dans l'élaboration de plans d'action nationaux pour l'application de la résolution 1325 (2000). Sept États membres disposaient de plans d'action nationaux (Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, République démocratique du Congo et Rwanda). Le processus était en cours en Guinée équatoriale, en République centrafricaine, à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad. En avril 2021, la CEEAC et le BRENUAC se sont rendus en Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe pour aider ces pays à élaborer leurs plans d'action nationaux.

43. Le Comité a salué les efforts déployés en ce qui concerne les quatre piliers de la résolution 1325 (2000), à savoir : le rôle des femmes dans la prévention des conflits ; leur participation à la consolidation de la paix ; la protection de leurs droits pendant et après les conflits ; leurs besoins particuliers lors du rapatriement et de la réinstallation et en vue du relèvement, de la réinsertion et de la reconstruction après les conflits. Dans le domaine de la prévention, le Comité a noté l'appui continu de la CEEAC et de l'ONU aux efforts visant à faire participer les femmes dirigeantes à la médiation, aux débats des collectivités et à la résolution des conflits au niveau local. En ce qui concerne leur participation, le Comité a pris acte des récentes réformes visant à promouvoir la représentation équilibrée des genres dans les processus électoraux. En matière de protection, les pays de la CEEAC ont mobilisé des experts et des ressources dans des programmes qui ont fait baisser les taux de violence fondée sur le genre. Le Comité a noté que les femmes contribuaient de manière significative à la reprise économique mais qu'elles étaient toujours victimes de discrimination en ce qui concerne l'accès aux ressources économiques.

44. Le Comité a pris note de la persistance des difficultés concernant la diffusion de la résolution 1325 (2000) et l'adhésion à ce texte. Parallèlement, la participation et la représentation des femmes dans les processus et mécanismes d'alerte rapide, de prévention et de résolution des conflits sont restées faibles. Le Comité a également constaté que les femmes et les filles rencontrent des difficultés pour accéder à la justice et aux services connexes, et qu'elles sont très souvent victimes de violence.

45. Le Comité a invité les États membres à créer un fonds spécial pour l'égalité des genres afin de faciliter la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux. Il a également invité les États membres qui n'ont pas encore mis en place de plans d'action nationaux à poursuivre leurs efforts à cet égard. Il a en outre invité les États membres à désigner des points focaux pour les questions de genre afin de permettre un meilleur suivi dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

46. ONU-Femmes a recommandé aux États membres de fixer des quotas pour assurer la représentation des femmes dans les processus électoraux, d'adopter des lois électorales qui favorisent la participation des femmes, de soutenir les mouvements de femmes et de jeunes, de renforcer les capacités des femmes et de lutter contre les stéréotypes.

G. Droits humains

47. Le Comité a entendu un exposé du Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale sur la situation des droits humains dans la sous-région.

48. Le Centre régional a désigné l'insécurité dans la province du Nord-Kivu (République démocratique du Congo), le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, ainsi que la surpopulation carcérale dans le contexte de la COVID-19, comme étant de sérieux obstacles à l'exercice des droits humains dans la région. Le Centre régional a demandé aux États membres d'élaborer des politiques

pénitentiaires adaptées au contexte. Le Centre régional a articulé ses activités autour des cinq piliers suivants : a) renforcement de l'état de droit et de l'application de l'obligation de rendre compte en cas de violation des droits humains ; b) renforcement de l'égalité et lutte contre la discrimination ; c) renforcement de la prise en compte des droits humains dans les efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable ; d) alerte rapide, prévention et protection des droits humains dans les situations de conflit et d'insécurité ; e) renforcement de la coopération entre les États et les mécanismes internationaux de promotion et de défense des droits humains. Le Centre régional a invité les États à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

49. Le Centre régional a également souligné l'importance des institutions nationales de défense des droits humains dans la promotion et la protection de ces droits. Seuls 3 des 10 États membres couverts par le Centre disposaient d'institutions de défense des droits humains en phase avec les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). Le Centre régional a reconnu les efforts déployés par les États pour harmoniser leurs cadres juridiques et institutionnels afin qu'ils soient conformes aux normes internationales. Il a constaté des retards dans la présentation des rapports à certains organes conventionnels et a en outre invité les États membres à veiller à la présentation régulière des rapports aux organes conventionnels et à l'application des recommandations, à élaborer une stratégie nationale de lutte contre les discours de haine, à donner aux institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains les moyens dont elles ont besoin pour exécuter leur mandat et à ratifier les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits humains.

H. Gestion des élections en Afrique centrale

50. À la cinquante-et-unième réunion, des experts ont tenu un débat thématique sur la gestion des élections en Afrique centrale. Le débat donnait suite à l'adoption par le Comité, à sa cinquantième réunion qui s'est tenue en décembre 2020, d'une déclaration ministérielle sur les élections démocratiques et pacifiques comme moyen de renforcer la stabilité et d'atteindre les objectifs de développement durable en Afrique centrale (voir annexe I).

51. La Commission de la CEEAC a fait une présentation sur la gestion des processus électoraux en Afrique centrale et a informé le Comité des missions menées en soutien aux processus électoraux dans la région et de ses intentions de poursuivre les activités d'assistance électorale entre 2021 et 2025, étant donné que les pays de la sous-région entreront dans une période de différents cycles électoraux.

52. L'UNESCO a informé les participants qu'elle avait formé des journalistes à la couverture médiatique pacifique des élections au Cameroun en 2020 et au Congo en 2021. Ces activités, menées en collaboration avec le BRENUAC et le Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale, avaient pour but de promouvoir des processus électoraux pacifiques.

53. Le Comité a rappelé que des processus électoraux efficaces pouvaient renforcer les acquis démocratiques, tandis que des processus mal gérés produiraient l'effet inverse. Il a rappelé la déclaration sur les élections démocratiques et pacifiques adoptée lors de sa cinquantième réunion, à Malabo, invitant les États membres à

prendre des mesures positives pour renforcer la gestion des processus électoraux en Afrique centrale.

54. Le Comité a réfléchi aux opportunités et aux défis en matière d'élections, en s'appuyant sur les expériences des États membres dans la gestion des processus électoraux, notamment : l'autofinancement des élections par les États membres afin de réduire la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs ; le recours à des moyens légaux et pacifiques pour contester les résultats des élections ; les effets des contraintes financières et de l'insécurité sur la tenue des élections dans les délais prévus par la constitution ; la participation des femmes et des jeunes aux processus électoraux ; la promotion d'une communication pacifique dans les processus électoraux ; le rôle de la volonté politique et de la planification dans le bon déroulement des élections.

55. Le Comité a recommandé aux États membres de prendre, avec l'appui de la CEEAC et du BRENUAC, toutes les mesures nécessaires pour élaborer un protocole sous-régional sur la gestion des élections en Afrique centrale, conformément à la déclaration sur les élections démocratiques et pacifiques adoptée à Malabo.

I. Effets de la pandémie sur la paix et la sécurité en Afrique centrale

56. À la cinquantième réunion, des experts ont tenu un débat thématique sur la lutte contre la COVID-19 et les effets de la pandémie sur la consolidation de la paix et la sécurité en Afrique centrale.

57. La Commission de la CEEAC a fait une présentation sur la stratégie régionale de lutte contre la COVID-19 en Afrique centrale, adoptée en juillet 2020 à la dix-septième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique, et sur les effets de la pandémie sur la consolidation de la paix et la sécurité en Afrique centrale. Elle a également formulé des propositions d'action conjointe visant à atténuer les effets socioéconomiques et les répercussions sur les conditions de sécurité dans les zones frontalières. Au cours des débats, des États membres ont appelé à la mise en œuvre effective de la stratégie régionale.

58. Le Comité a adopté une déclaration ministérielle appelée « Déclaration de Malabo sur l'impact de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur la paix et le soutien à la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre cette pandémie en Afrique centrale » (voir annexe II). Dans cette déclaration, les États membres du Comité et les partenaires internationaux sont encouragés à apporter leur soutien à la Commission de la CEEAC dans ses efforts à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie régionale.

J. Coopération avec les organisations internationales et régionales, avec l'appui d'entités des Nations Unies

59. Lors de la cinquantième réunion du Comité, la Commission de la CEEAC a présenté une version mise à jour de son processus de réforme institutionnelle qui a abouti à l'installation de la Commission en tant que nouvel organe exécutif mandaté pour préserver la paix et la sécurité en Afrique centrale et faire progresser l'intégration régionale, dans un contexte marqué par divers problèmes de gouvernance et de sécurité des frontières.

60. La pandémie est apparue comme un autre domaine clé dans lequel il fallait promouvoir la coopération à tous les niveaux. Dans ce contexte, le Comité a invité la Commission de la CEEAC, en partenariat avec le BRENUAC, d'autres partenaires du système des Nations Unies et l'Union africaine, à intensifier ses rapports avec lui et

de renforcer l'assistance qu'il lui apporte afin de soutenir les États membres dans les efforts qu'ils déploient pour lutter contre la COVID-19 et atténuer ses effets sur la paix et la sécurité en Afrique centrale.

61. Le Comité a également pris note des appels lancés à la CEEAC et à la CEDEAO pour qu'elles poursuivent l'engagement qu'elles avaient pris de mettre en œuvre la Déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui reste un cadre de premier plan pour la coopération entre les deux communautés économiques régionales. Dans le même ordre d'idées, le Comité a souligné l'importance de la coopération régionale en matière de sûreté maritime dans le golfe de Guinée, invitant la CEEAC, l'ONU, l'Union africaine et le Centre interrégional de coordination pour la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée à apporter leur concours à l'organisation d'un Forum régional sur la piraterie maritime en Afrique centrale.

62. L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine est resté une des premières priorités du Comité, étant un autre point central de la coopération avec les organisations internationales et régionales, y compris les entités des Nations Unies, qui ont réaffirmé l'engagement qu'elles avaient pris d'œuvrer pour un règlement pacifique de la crise dans le pays.

III. Questions administratives et financières

63. Le Comité a examiné l'état des contributions volontaires à son fonds d'affectation spéciale ainsi que l'état des contributions versées par les États membres depuis l'adoption de la Déclaration de Libreville en 2009.

64. Le Comité a réitéré son appel aux États membres leur demandant de verser leurs contributions, leur rappelant que la contribution annuelle d'un montant minimum de 10 000 dollars par État membre était obligatoire et les a exhortés à honorer leurs engagements financiers.

65. Le Comité a également examiné les mesures prises aux fins de sa redynamisation, adoptées à sa quarante-quatrième réunion, tenue à Yaoundé, ainsi que les recommandations formulées à la quarante-neuvième réunion, tenue à Luanda, visant à promouvoir la durabilité ses activités.

IV. Conclusions et recommandations

66. **Le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale continue de montrer son importance en tant que plateforme de dialogue et de coopération sous-régionale sur les questions cruciales que sont la paix et la stabilité. Comme indiqué par le Comité, la sous-région de l'Afrique centrale continue d'éprouver de grandes difficultés, anciennes et nouvelles, qui compromettent sa stabilité. J'accueille avec satisfaction l'engagement que les États de la sous-région ont pris de surmonter ces difficultés, comme en témoigne le caractère ouvert des débats tenus lors des cinquantième et cinquante-et-unième réunions du Comité.**

67. **La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences considérables pour la stabilité politique et socioéconomique de la région. Je constate avec satisfaction la résilience des États membres du Comité face à cette crise sans précédent et les efforts qu'ils déploient pour en atténuer les effets. Je me félicite que le Comité ait renouvelé l'engagement qu'il avait pris de soutenir la CEEAC dans**

l'application de sa stratégie régionale de lutte contre la COVID-19 en Afrique centrale.

68. Bien qu'elles soient un important dividende de la paix, les élections continuent d'être une source de tension en Afrique centrale. Alors que la région entre dans un nouveau cycle électoral, l'adoption d'un règlement sous-régional sur les élections pourrait permettre de tirer parti des possibilités offertes par une gestion pacifique et démocratique des élections. Je me réjouis donc que le Comité recommande aux États membres de prendre des mesures positives en vue de l'adoption d'un protocole sous-régional sur les élections. L'ONU réitère l'engagement qu'elle a pris de soutenir les États membres dans la mise en place de ce mécanisme sous-régional.

69. Je suis profondément préoccupé par la poursuite des agissements des groupes armés illégaux et par le terrorisme et l'extrémisme violent dans la sous-région, notamment dans le bassin du lac Tchad, ainsi que par l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée, qui constituent de graves menaces pour les civils et portent atteinte à la stabilité de la région. La criminalité transnationale et la résurgence des mercenaires en Afrique centrale, aggravées par la prolifération des armes légères et de petit calibre, sont préoccupantes. J'invite les États membres à collaborer d'urgence pour traiter ces questions dans le cadre de rencontres bilatérales et multilatérales, notamment en rendant opérationnelle la Convention de Kinshasa.

70. Je trouve encourageant le bon déroulement des élections présidentielle et législatives en République centrafricaine. En outre, le dialogue national prévu dans un proche avenir, s'il est ouvert à tous, pourrait contribuer à la redynamisation de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation. Je salue également l'appui indéfectible qu'apporte le Comité aux efforts visant à assurer la stabilité en République centrafricaine. Je reste cependant profondément préoccupé par la poursuite des attaques et des actes de violence perpétrés par des groupes armés signataires de l'Accord, ainsi que par les violations et les abus des droits humains commis par toutes les parties. Je reste préoccupé par l'insécurité dans certaines zones frontalières et j'invite la République centrafricaine et ses voisins à favoriser la coopération en matière de sécurité des frontières à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord, notamment par la création de commissions mixtes bilatérales ou la pleine mise en service de celles existantes.

71. Je prends acte de la solidarité exprimée par le Comité à l'endroit des autorités et du peuple tchadiens, à la suite du décès soudain du Président Itno. J'invite toutes les parties prenantes à soutenir les efforts nationaux et régionaux visant à assurer une transition démocratique et pacifique au Tchad en vue d'assurer une paix, une prospérité et une stabilité durables dans le pays et dans la région.

72. Le manque de financement des mécanismes régionaux pour la paix et la sécurité est resté un obstacle pour les pays de la région et pour leurs efforts visant à y maintenir la paix et la stabilité. Je demande aux États membres de verser régulièrement leurs contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale du Comité. J'invite également les États membres à renouveler leur engagement politique et financier en faveur du Centre interrégional de coordination pour la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée. Je remercie le BRENUAC et l'UNOWAS de leurs efforts continus visant à renforcer la coopération interrégionale entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest aux fins de la mise en œuvre de la Déclaration de Lomé.

73. Je remercie le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le BRENUAC et mon Représentant spécial d'avoir fourni l'appui technique, administratif et logistique nécessaire au bon fonctionnement du Comité. Je félicite également les autres entités des Nations Unies, les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales pour leurs contributions techniques aux travaux du Comité. J'attends avec intérêt les délibérations et les conclusions du Comité à sa cinquante-deuxième réunion qui se tiendra au Gabon.

Annexe I

[Original : français]

**Déclaration sur les élections démocratiques et pacifiques
comme moyen de renforcer la stabilité et atteindre les objectifs
de développement durable en Afrique centrale**

Nous, Ministres et Chefs de délégation des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, réunis en visioconférence à l'occasion de sa cinquantième réunion ministérielle, organisée par la République de Guinée équatoriale :

Réaffirmant notre foi en la démocratie comme forme de gouvernement et en des élections périodiques, inclusives, libres, transparentes et pacifiques comme seul mode légitime de dévolution du pouvoir politique ;

Condamnant toute tentative de prise de pouvoir par la force ainsi que toute négation de la volonté du peuple librement exprimée à travers la tenue d'élections organisées selon les textes en vigueur et dont les résultats sont proclamés par les autorités compétentes ;

Réitérant notre adhésion aux objectifs de développement durable, notamment l'objectif 16 visant la promotion de sociétés pacifiques et inclusives, l'accès à la justice pour tous et le renforcement des institutions responsables et efficaces à tous les niveaux ;

Nous référant à la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ;

Rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution [1325 \(2000\)](#) du 31 octobre 2000 sur les femmes et la paix et la sécurité ainsi que les résolutions [2250 \(2015\)](#) du 9 décembre 2015 et [2419 \(2018\)](#) du 6 juin 2018 sur les jeunes et la paix et la sécurité ;

Considérant que les processus électoraux dans les États membres ont un impact sur la paix, la sécurité et le développement durable de l'Afrique centrale ;

Tirant les leçons des processus électoraux passés en Afrique centrale et déplorant qu'ils aient été parfois émaillés de violence ;

Notant que des élections sont prévues dans tous les États membres du Comité, entre 2020 et 2023, et déterminés à faire en sorte que ces élections contribuent à la consolidation des acquis démocratiques, au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité, et à l'affermissement de la bonne gouvernance en Afrique centrale ;

1. *Réaffirmons* l'engagement de nos États à organiser des élections périodiques, démocratiques et pacifiques dans les délais constitutionnels et légaux ainsi que le respect des standards internationaux ;

2. *Nous engageons* à prendre des mesures adéquates pour renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les processus électoraux, en tant que candidats, électeurs et membres des organes de gestion des élections ;

3. *Nous engageons* à mettre en place des mécanismes nationaux de concertation et de dialogue permanents entre toutes les parties prenantes des processus électoraux pour promouvoir des élections transparentes, inclusives et apaisées et l'acceptation de leurs résultats par tous les acteurs ;

4. *Encourageons* la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) à adopter les principes et normes régionales relatives aux élections démocratiques en Afrique centrale, en s'inspirant des engagements pris dans ce sens par nos États, notamment dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine et d'autres organisations internationales ou régionales ;

5. *Demandons* à la Commission de la CEEAC de mettre en place une plateforme des organes de gestion des élections en Afrique centrale afin de partager les bonnes pratiques ;

6. *Invitons* la CEEAC et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) à prendre les mesures de nature à faciliter le partage d'expérience et de bonnes pratiques entre nos États, en matière électorale ainsi qu'en matière de renforcement de la culture démocratique et de respect de l'ordre constitutionnel, y compris à travers la mise en place de plateformes d'échange et la facilitation de missions des acteurs des processus électoraux au sein des différents États d'Afrique centrale ;

7. *Encourageons* les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance et à la mettre pleinement en œuvre ;

8. *Demandons* à la CEEAC et au BRENUAC d'initier une étude sur les causes, facteurs et manifestations de la violence et des crises électorales dans nos États et de recommander les mesures appropriées tant régionales que nationales pour des élections apaisées en Afrique centrale ;

9. *Exprimons* notre soutien à des élections pacifiques en République centrafricaine, demandons à nos États d'apporter leur appui à cet effet et appelons les parties prenantes centrafricaines à promouvoir des élections apaisées, à respecter le verdict des urnes et à régler leurs éventuels différends en ayant recours aux cadres légaux ;

10. *Demandons* à la Commission de la CEEAC et au BRENUAC de nous rendre compte régulièrement de la mise en œuvre de la présente déclaration, à partir de la cinquante et unième réunion ministérielle du Comité.

Fait à Malabo, le 4 décembre 2020

Annexe II

[Original : français]

Déclaration de Malabo sur l'impact de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur la paix et le soutien à la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre cette pandémie en Afrique centrale

Nous, Ministres et Chefs de délégation des États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, réunis en visioconférence à l'occasion de sa cinquantième réunion ministérielle, organisée par la République de Guinée équatoriale :

Réitérant notre adhésion aux objectifs de développement durable, notamment l'objectif 3 visant à permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge, et l'objectif 16 pour promouvoir des communautés pacifiques et inclusives pour un développement durable, assurer l'accès à la justice pour tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux, notamment dans le contexte actuel marqué par la crise sanitaire mondiale sans précédent occasionnée par la maladie à coronavirus (COVID-19) ;

Déplorant les incidences et les implications socioéconomiques de la COVID-19 sur les populations d'Afrique centrale, particulièrement sur les couches les plus vulnérables, y compris les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes déplacées ;

Considérant par ailleurs l'impact important de cette pandémie sur la paix, la sécurité et le développement durable de l'Afrique centrale ainsi que les bouleversements qu'elle a provoqués dans la vie quotidienne des citoyens et dans le fonctionnement régulier des institutions, y compris notamment celles en charge des processus électoraux ;

Notant avec préoccupation les contraintes observées dans les zones rurales et reculées ne bénéficiant pas d'une couverture sanitaire adéquate et dans les régions où, en plus, les conflits armés rendent difficiles, voire impossibles, les campagnes de prévention et de sensibilisation des populations, ainsi que l'assistance humanitaire et sanitaire en faveur de celles atteintes par ce fléau qui n'épargne ni les belligérants, ni les populations civiles, ni les dirigeants politiques ;

Rappelant la déclaration de la soixante-treizième Assemblée mondiale de la Santé, tenue les 18 et 19 mai 2020, fixant le cap pour combattre la COVID-19 et répondre aux priorités sanitaires mondiales ;

1. *Réitérons* notre soutien à l'appel au cessez-le-feu immédiat lancé le 23 mars 2020 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et invitant les parties prenantes concernées à faire taire les armes non seulement pour soutenir la lutte contre la COVID-19, mais aussi pour créer des opportunités pour faire parvenir une aide vitale aux victimes des conflits et pour ouvrir la voie de la diplomatie ainsi que celle du dialogue en vue de la résolution pacifique des conflits ;

2. *Notons avec satisfaction* l'intégration de la lutte contre cette pandémie parmi les priorités des États membres ainsi que leur détermination à y faire face de manière concertée ;

3. *Rappelons*, à cet égard, l'adoption, le 30 juillet 2020, par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEEAC, d'une stratégie régionale axée sur la prévention de la transmission du virus, la prévention des décès ou la prise en

charge des cas, l'atténuation des effets sociaux, économiques et sécuritaires liés à la pandémie et la prévention de sa propagation dans les régions frontalières ;

4. *Réitérons* l'importance pour ladite stratégie d'intégrer les besoins et rôles spécifiques des femmes et des jeunes, y compris en contribuant à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité ainsi que la résolution 2250 (2015) du même Conseil sur les jeunes et la paix et la sécurité ;

5. *Encourageons* les États membres du Comité et les partenaires internationaux à apporter leur soutien à la Commission de la CEEAC afin de contribuer à la mise en œuvre effective de la stratégie régionale de riposte contre la COVID-19, en prêtant une attention particulière aux aspects liés à la gestion des crises sanitaires transfrontalières et en tenant compte de notre volonté commune d'accélérer l'intégration régionale ainsi que de la nécessité de continuer à promouvoir les droits humains et la protection des femmes et des filles, y compris dans le cadre de la libre circulation des biens et des personnes ;

6. *Invitons* également les États membres du Comité à renforcer leur coordination et à saisir les opportunités que présentent les mécanismes bilatéraux et multilatéraux d'assistance afin de bénéficier de facilités d'appui à la réalisation de plans, programmes, projets nationaux, sous-régionaux et régionaux de lutte contre la pandémie de la COVID-19 ;

7. *Demandons* à la Commission de la CEEAC, en collaboration avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et en coopération avec les autres partenaires du système des Nations Unies, de l'Union africaine, de la société civile et du secteur privé, de renforcer son engagement et son soutien au Comité en appui aux efforts des États membres pour combattre la pandémie et juguler ses effets sur la paix et la sécurité en Afrique centrale et de procéder à une mise à jour lors de la cinquante et unième réunion ministérielle du Comité ;

8. *Appelons* les Nations Unies à solliciter l'appui continu et renforcé des institutions financières internationales pour apporter un soutien urgent aux États membres dans leurs efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19, qui a touché tous les pays d'Afrique centrale.

Fait à Malabo, le 4 décembre 2020